

Rapport sur la main-d'œuvre agricole en Europe

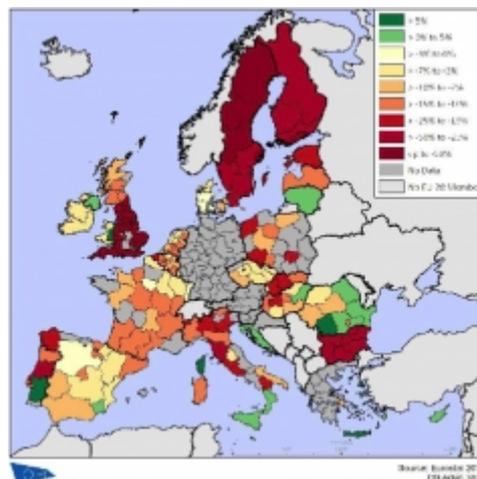
12 décembre 2019

À la demande du Parlement européen, une équipe internationale a consacré un [rapport](#) à l'emploi agricole en Europe, ses enjeux et ses perspectives. Elle développe une revue générale de la littérature et des données, sur l'emploi agricole européen et sur les impacts de la Politique agricole commune (PAC). Elle présente également des prévisions sur la population des travailleurs agricoles. Enfin, huit études de cas, dont la Corse, lui permettent d'approfondir et détailler ses analyses au niveau local, avant d'émettre des recommandations.

Sur l'ensemble de l'Europe, l'agriculture reste un secteur d'activité significatif, concernant 9,7 millions de travailleurs, soit 4 % de la main-d'œuvre. Son importance locale peut être bien supérieure, jusqu'à 23 % en Roumanie, 17 % en Bulgarie et plus de 10 % en Grèce et en Pologne. La main-d'œuvre agricole connaît toutefois un déclin quasi généralisé, avec 2,5 millions de travailleurs en moins entre 2007 et 2017. La population des exploitants reste plutôt âgée (58 % ont plus de 55 ans) et masculine (à 71 %). La main-d'œuvre salariée est quant à elle majoritairement occasionnelle et à temps partiel. Dans la plupart des États membres, la part des travailleurs immigrés dans le secteur agricole est inférieure aux autres secteurs, hormis en Italie, en Espagne et au Danemark (où elle représentait 20 % des travailleurs agricoles en 2017).

L'analyse de la littérature scientifique fait ressortir que les effets de la PAC sur l'emploi peuvent être contradictoires, au vu de la diversité et de la complexité de mesures aux objectifs parfois divergents : maintien d'activités, soutien aux zones défavorisées, mais aussi incitations à l'agrandissement et aux investissements pouvant accélérer la substitution du capital au travail, etc. Si les impacts diffèrent selon les régions, les auteurs relèvent que la majorité des études ont pointé un effet global négatif sur l'emploi.

Évolution de la main-d'œuvre agricole entre 2010 et 2016



Source : Parlement européen

Une étude de cas est consacrée à la Corse, car la main-d'œuvre agricole y a légèrement progressé depuis 2010, après une forte baisse. Selon les auteurs, l'accès

à la terre y représente un enjeu majeur, susceptible d'enrayer cette dynamique. Si l'agritourisme est considéré comme un véritable « avantage comparatif » pour l'île, il risque aussi d'y entrer en concurrence avec la production.

Jean-Noël Depeyrot, Centre d'études et de prospective

Source : [Parlement européen](#)